



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2007

FAITS SAILLANTS

- **Résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,12 \$**
- **Rendement des capitaux propres de 27,1 %**
- **Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)¹ de 61,5 %**
- **Ratio des fonds propres de première catégorie de 9,6 %**
- **Augmentation de 7 cents du dividende trimestriel sur actions ordinaires, jusqu'à 77 cents**

(Toronto, Ontario, le 1^{er} mars 2007) – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé un bénéfice net de 770 M\$ pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2007, en hausse par rapport à 580 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action a atteint 2,11 \$, une progression comparativement à 1,62 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ a atteint 2,12 \$, une augmentation par rapport à 1,63 \$, l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre, le rendement des capitaux propres s'est établi à 27,1 %, une hausse en regard de 25,6 % au trimestre correspondant de 2006.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC était à 9,6 % au 31 janvier 2007, contre 9,0 % l'exercice précédent.

Le résultat dilué par action de 2,11 \$ et le résultat dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de 2,12 \$ du premier trimestre de 2007 ont été réduits des éléments suivants :

- une prime de 16 M\$ (16 M\$ après impôts) versée aux rachats d'actions privilégiées (0,05 \$ l'action);
- un montant de 6 M\$ (4 M\$ après impôts ou 0,01 \$ l'action) en raison de l'incidence de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises.

Au premier trimestre de 2007, le bénéfice net, le bénéfice dilué par action et le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse)¹ de la Banque CIBC étaient en baisse par rapport, respectivement, à 819 M\$, 2,32 \$ et 2,34 \$ au trimestre précédent, ce qui englobait plusieurs éléments d'importance qui, regroupés, représentaient un bénéfice de 0,32 \$ l'action.

Le point sur les priorités de l'entreprise

«Les solides résultats obtenus par la Banque CIBC au premier trimestre traduisent les progrès réguliers réalisés par rapport à nos priorités et à notre objectif consistant à obtenir un rendement constant et durable», affirme le président et chef de la direction, Gerald T. McCaughey.

Solidité de l'entreprise

La grande priorité de la Banque CIBC est de maintenir et de rehausser la vigueur de ses activités essentielles.

Marchés de détail CIBC a enregistré des revenus de 2 151 M\$, une augmentation en regard de 2 046 M\$ au trimestre précédent et de 2 068 M\$ par rapport à la période correspondante de 2006. Au premier trimestre, le bénéfice net s'est établi à 530 M\$, en hausse de 21 %, en regard de l'exercice précédent. La croissance des volumes de même que les réductions de nos pertes sur prêts et de nos impôts et taxes ont contribué à ce résultat.

Bien que le contexte canadien demeure concurrentiel, les activités de détail de la Banque CIBC maintiennent un bon rendement dans l'ensemble et demeurent bien positionnées sur le marché. Le Courtage de détail a connu un trimestre solide, enregistrant un revenu de 314 M\$. Les biens administrés de CIBC Wood Gundy ont progressé à 117,6 G\$. Le portefeuille de cartes de la Banque CIBC continue de croître conformément à ses attentes, affichant des niveaux de pertes stables et prévisibles. Les prêts sur cartes administrés ont progressé de 10,6 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. La part de marché de la Banque CIBC a augmenté au cours du trimestre dans des secteurs clés comme ceux des dépôts et des placements à terme fixe.

¹ Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Dans le domaine du crédit personnel, l'accent mis par la Banque CIBC sur la qualité du crédit a engendré la diminution des pertes sur prêts par rapport à l'exercice précédent, mais aussi une croissance des revenus inférieure à celle du marché. La Banque CIBC s'attend à ce que, au fur et à mesure que les moyens pris pour améliorer son profil de risque feront effet, la croissance globale des revenus tirés de ses activités de crédit personnel reprenne et converge vers les niveaux sectoriels.

La stratégie de Marchés de détail CIBC au Canada est de devenir la principale institution financière d'un plus grand nombre de ses clients. Ce trimestre-ci, la Banque CIBC a continué d'investir dans les domaines du conseil, de l'accès et des solutions financières afin d'approfondir les relations avec ses clients :

- Le segment Cartes a lancé une nouvelle carte Platine CIBC VISA sans frais annuels et une nouvelle campagne de publicité à l'appui des améliorations apportées à la carte Aéro Or CIBC Visa, le chef de file des cartes de crédit haut de gamme avec primes-voyages au Canada.
- Avec le lancement de Pro-Avantage^{MC}, Pro-Investisseurs CIBC a présenté l'offre de tarification la plus souple et la plus concurrentielle qui soit aux investisseurs en direct canadiens.

Les résultats du premier trimestre de 2007 de Marchés de détail CIBC comprennent les résultats de FirstCaribbean International Bank («FirstCaribbean») à compter du 22 décembre 2006. Le 22 décembre 2006, la Banque CIBC a annoncé l'achat de 599,4 millions d'actions de Barclays Bank PLC dans la FirstCaribbean pour 988,7 M\$ US. Le 2 février 2007, la Banque CIBC a annoncé l'achat de 129,8 millions d'actions additionnelles de la FirstCaribbean dans le cadre de son offre publique de rachat, présentée à tous les actionnaires, venue à échéance le 30 janvier 2007. Ces achats combinés ont porté la participation de la Banque CIBC dans FirstCaribbean à environ 91,5 %.

Marchés mondiaux CIBC a connu un autre trimestre solide. Les revenus de 784 M\$ étaient en hausse, comparativement à 697 M\$ au trimestre précédent et à 679 M\$ au trimestre correspondant de 2006. Au premier trimestre, le bénéfice net s'est établi à 210 M\$, une amélioration de 64 % en regard de l'exercice précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont augmenté par rapport au trimestre précédent, tandis que les revenus de Services bancaires d'investissement et produits de crédit ont fléchi. Les revenus de Services de banque d'affaires se sont appréciés quelque peu comparativement au quatrième trimestre, mais ils ont beaucoup progressé en regard de la même période de 2006.

Services bancaires de gros CIBC continue de faire preuve de vigueur et conserve sa position de chef de file du marché canadien. Au cours du trimestre, dans sa revue annuelle des principaux artisans des opérations conclues en 2006, *The Globe and Mail* a nommé Marchés mondiaux CIBC comme le chef de file de la prise ferme de titres de participation et le meilleur conseiller en fusions et acquisitions. C'est la sixième année consécutive que Marchés mondiaux CIBC est nommé à titre de chef de file de la prise ferme de titres de participation au Canada.

Pour le reste de 2007, Marchés mondiaux CIBC maintiendra l'accent sur une croissance équilibrée dans ses principaux marchés, tout en repérant des occasions dans des secteurs comme la négociation électronique, les services de courtage de premier ordre et les produits structurés.

Productivité

La deuxième priorité de la Banque CIBC est d'améliorer sa productivité.

L'objectif de la Banque CIBC en 2007 est de garder stables ses frais, exclusion faite de l'acquisition de FirstCaribbean, en absorbant les hausses d'inflation normales dans ses coûts d'exploitation. Pour le premier trimestre, les frais s'établissent à 1 943 M\$, une hausse par rapport à 1 892 M\$ au trimestre précédent, ce qui s'explique par l'acquisition de FirstCaribbean et par une rémunération liée au rendement plus élevée.

Le coefficient d'efficacité de la Banque CIBC s'est amélioré au premier trimestre, passant à 62,9 % comparativement à 65,7 % pour la même période de 2006. Le coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)¹ de la Banque CIBC a progressé à 61,5 % au premier trimestre, contre 64,4 % à l'exercice précédent.

«Les résultats de notre premier trimestre traduisent l'équilibre que nous recherchons entre le resserrement des frais et la croissance des revenus, indique M. McCaughey. Nous sommes convaincus que l'incidence de meilleurs revenus découlant d'investissements réguliers dans nos activités essentielles et le contrôle continu des frais constituent les moyens les plus équilibrés de continuer à améliorer la productivité.»

Solidité du bilan et utilisation des fonds propres

La troisième priorité de la Banque CIBC est la solidité du bilan et l'utilisation des fonds propres.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de 9,6 % de la Banque CIBC reste supérieur à son objectif à moyen terme de 8,5 %. Sur le plan de l'utilisation des fonds propres, la Banque CIBC projette d'abord d'investir dans ses activités essentielles, puis d'évaluer les autres possibilités de déploiement des fonds propres.

¹ Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

L'acquisition de FirstCaribbean étant maintenant parachevée, la Banque CIBC envisagera d'autres possibilités de croissance internationale, tant par l'expansion interne de FirstCaribbean que par des acquisitions stratégiques additionnelles. Elle évaluera ces possibilités en fonction du rendement du capital pour ses actionnaires.

Les dividendes sont importants dans la gestion des fonds propres de la Banque CIBC.

Le ratio dividendes/bénéfice de la Banque CIBC de 32,9 % pour le trimestre est inférieur à l'objectif à moyen terme de 40 % à 50 %. La Banque CIBC a annoncé aujourd'hui une augmentation de son dividende sur actions ordinaires du deuxième trimestre de 10 %, ou 7 cents l'action (le portant à 77 cents l'action).

Apporter davantage aux collectivités

La Banque CIBC demeure engagée à maintenir une présence significative dans ses collectivités.

Le 6 décembre 2006, les employés de Marchés mondiaux CIBC et de CIBC Wood Gundy du monde entier ont récolté 12,7 M\$ lors de la Journée du Miracle de la Fondation pour l'enfance de Marchés mondiaux CIBC au profit d'organismes d'aide à l'enfance dans les collectivités où la Banque CIBC œuvre à l'échelle mondiale. En outre, plus de 9 000 employés de la Banque CIBC au Canada et aux États-Unis ont recueilli au-delà de 8 M\$ pour la campagne 2006 de Centraide.

«J'aimerais remercier nos employés qui ont donné leur énergie, leur temps et leur généreux soutien à ces campagnes», souligne M. McCaughey.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du premier trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du premier trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections «Le point sur les priorités d'entreprise», «Perspectives» et «Revue de l'état des résultats consolidés – Impôts sur les bénéficiaires» du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, les secteurs d'activité, la situation financière, la gestion des risques, les priorités, les cibles, les objectifs permanents ainsi que les stratégies et les perspectives pour 2007 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section «Perspectives» du présent rapport de gestion, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats, et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous sommes en exploitation; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne soit pas atteint; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport de gestion ou d'autres communications.

Table des matières

4	Un mot sur les énoncés prospectifs	15	Siège social et autres
5	Points saillants financiers	16	Gestion du risque
6	Vue d'ensemble	19	Divers
7	Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière	20	Mesures non conformes aux PCGR
11	Marchés de détail CIBC	22	États financiers consolidés intermédiaires
13	Marchés mondiaux CIBC	27	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle de 2006. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 1^{er} mars 2007. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC, ci-désignée (la «CIBC»), peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 142 et 143 de notre Reddition de comptes annuelle de 2006.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections «Le point sur les priorités d'entreprise», «Perspectives» et «Revue de l'état des résultats consolidé – Impôts sur les bénéficiaires» du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2007 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section «Perspectives» du présent rapport de gestion, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous sommes en exploitation; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne soit pas atteint; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exhaustivité et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport de gestion ou d'autres communications.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU PREMIER TRIMESTRE

Non vérifié, aux dates indiquées et pour les trois mois terminés le		31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Données relatives aux actions ordinaires				
Par action	- bénéfice de base	2,13 \$	2,34 \$	1,64 \$
	- bénéfice de base (comptabilité de caisse) ¹	2,14	2,36	1,65
	- bénéfice dilué	2,11	2,32	1,62
	- bénéfice dilué (comptabilité de caisse) ¹	2,12	2,34	1,63
	- dividendes	0,70	0,70	0,68
	- valeur comptable	31,85	29,59	25,85
Cours de l'action	- haut	102,00	87,87	81,00
	- bas	88,96	77,95	72,90
	- clôture	100,88	87,60	79,90
Nombre d'actions en circulation (en milliers)	- moyen de base	336 486	335 522	334 357
	- moyen dilué	339 942	338 737	337 704
	- à la fin de la période	337 139	335 977	334 786
Capitalisation boursière (en millions de dollars)		34 011 \$	29 432 \$	26 749 \$
Mesures de valeur				
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)		12,7	11,8	négl.
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)		2,8 %	3,2 %	3,4 %
Ratio dividendes/bénéfice		32,9 %	29,9 %	41,6 %
Cours/valeur comptable		3,17	2,96	3,09
Résultats financiers (en millions de dollars)				
Total des revenus		3 091 \$	2 890 \$	2 858 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances		143	92	166
Frais autres que d'intérêts		1 943	1 892	1 877
Bénéfice net		770	819	580
Mesures financières				
Coefficient d'efficacité		62,9 %	65,5 %	65,7 %
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse, base d'imposition équivalente (BIE) ¹		61,5 %	63,5 %	64,4 %
Rendement des capitaux propres		27,1 %	32,5 %	25,6 %
Marge d'intérêts nette		1,33 %	1,50 %	1,59 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen		1,52 %	1,72 %	1,86 %
Rendement de l'actif moyen		0,97 %	1,08 %	0,81 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen		1,10 %	1,25 %	0,94 %
Rendement total pour les actionnaires		16,0 %	14,3 %	11,6 %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)				
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières		108 482 \$	95 351 \$	89 253 \$
Prêts et acceptations		159 530	151 916	144 779
Total de l'actif		322 608	303 984	288 906
Dépôts		223 625	202 891	193 666
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires		10 736	9 941	8 655
Actif moyen		316 122	299 513	285 679
Actif productif d'intérêts moyen		276 799	260 569	245 269
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires		10 474	9 601	8 484
Biens administrés		1 122 184	1 068 600	1 030 357
Mesures de la qualité du bilan				
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque		8,7 %	8,7 %	7,6 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)		124,1 \$	114,8 \$	113,3 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie		9,6 %	10,4 %	9,0 %
Ratio du total des fonds propres		14,1 %	14,5 %	13,1 %
Autres renseignements				
Ratio détail/gros ²		74 % / 26 %	72 % / 28 %	74 % / 26 %
Effectif permanent		40 559	37 016	36 971

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

2) Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC et le Groupe Entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion du Groupe Entreprises. Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période. Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

négl. – négligeable en raison de la perte nette sur la période de 12 mois.

Vue d'ensemble

La CIBC est l'une des principales institutions financières nord-américaines. Par l'intermédiaire de nos deux secteurs d'activité distincts, à savoir Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC, nous fournissons un éventail complet de produits et de services à plus de 11 millions de particuliers et de PME, et répondons aux besoins financiers de grandes entreprises et de clients institutionnels.

Conjoncture de l'économie et du marché

Les données sur la croissance économique du Canada et des États-Unis ont divergé vers la fin de l'année 2006. Aux États-Unis, les dépenses de consommation et le produit intérieur brut (PIB) ont été revigorés par la baisse du prix du carburant. À l'inverse, les ménages canadiens ont ralenti leurs dépenses, ce qui a contribué au piètre rendement du PIB trimestriel et, dans une certaine mesure, à la décélération de la croissance du crédit à la consommation. L'activité et les prix ont fait preuve d'une plus ferme tenue sur le marché de l'habitation canadien, mais la demande de prêts hypothécaires a aussi semblé ralentir quelque peu. La courbe de rendement est demeurée aplatie selon une perspective historique, l'inflation de base demeurant inoffensive dans les deux pays. Ces facteurs ont contribué à la croissance des volumes des activités de détail. Malgré les nouvelles règles régissant les fiducies de revenu et les prix de l'énergie à la baisse, les actions canadiennes dans l'ensemble ont affiché des gains considérables pour les trois mois se terminant en janvier 2007, aiguillonnées par une forte croissance des bénéfices, faisant en sorte que le courtage de détail et les actions produisent de solides revenus.

Rendement financier

Le bénéfice net s'établit à 770 M\$ pour le trimestre, en regard de 580 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 819 M\$ au trimestre précédent. Le résultat dilué par action et le rendement des capitaux propres se sont fixés respectivement à 2,11 \$ et à 27,1 %, contre 1,62 \$ et 25,6 % pour le même trimestre de 2006 et 2,32 \$ et 32,5 % pour le trimestre précédent.

Le bénéfice net avant l'amortissement des autres actifs incorporels¹ a été de 774 M\$, comparativement à 585 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 824 M\$ pour le trimestre précédent. Le résultat dilué par action¹ avant l'amortissement des autres actifs incorporels a atteint 2,12 \$, par rapport à 1,63 \$ au même trimestre de l'exercice précédent et à 2,34 \$ au trimestre précédent.

Nos résultats pour ce trimestre et le précédent ont été touchés par les facteurs suivants :

Premier trimestre de 2007

- Un montant de 6 M\$ (4 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Quatrième trimestre de 2006

- Un montant de 90 M\$ au titre d'importants rajustements fiscaux avantageux;
- Une reprise de 39 M\$ (25 M\$ après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances;
- Un montant de 13 M\$ (8 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à nos prêts aux entreprises.

Comparaison avec le premier trimestre de 2006

Le bénéfice net est en hausse de 190 M\$, ou de 33 %, surtout en raison des revenus plus élevés de Marchés financiers et de Services de banque d'affaires, de la croissance du volume des cartes de crédit, des dépôts et des prêts hypothécaires, de la hausse des revenus de trésorerie et de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les données de ce trimestre-ci ont également profité de l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean (voir la page 7). Ces facteurs ont été partiellement annulés par le rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail et l'augmentation de la rémunération liée au rendement.

Comparaison avec le quatrième trimestre de 2006

Le bénéfice net a reculé de 49 M\$, ou de 6 %, à cause surtout de recouvrements d'impôts et de la reprise de la provision générale susmentionnée en regard du trimestre précédent. L'augmentation de la rémunération liée au rendement et la diminution des revenus de Services bancaires d'investissement et produits de crédit ont aussi contribué à ce recul. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les revenus plus élevés des marchés financiers et l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

Perspectives

Les perspectives économiques demeurent positives pour les trimestres à venir, et les taux d'emploi et d'intérêt devraient rester relativement constants. Par contre, un certain ralentissement de l'activité sur le marché de l'habitation et une croissance seulement modérée des dépenses de consommation sont à prévoir. Les marges sur les produits devraient demeurer stables. Le taux de croissance des prêts hypothécaires et des prêts pourrait se modérer, alors que celui des soldes de cartes de crédit devrait rester à peu près au niveau atteint récemment.

Les activités de Services bancaires d'investissement et de Marchés financiers sont difficiles à prévoir; en revanche, la liquidité des marchés demeure robuste, et nous nous attendons à ce que les activités de fusions et d'acquisitions se poursuivent au même rythme. Le grand nombre de nouvelles émissions observé à ce trimestre-ci pourrait avoir été une illustration de la conjoncture unique entourant l'annonce au sujet des fiducies de revenu; il n'est donc pas certain que ce niveau d'activité se perpétuera. Le cycle de crédit devrait demeurer favorable à court terme, mais, selon nous, il est peu probable que le faible niveau actuel des taux de défaillance des entreprises se maintienne à long terme.

¹⁾ Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière

Revue de l'état des résultats consolidé

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu net d'intérêts	1 059 \$	1 130 \$	1 148 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 032	1 760	1 710
Total des revenus	3 091	2 890	2 858
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	92	166
Frais autres que d'intérêts	1 943	1 892	1 877
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 005	906	815
Impôts sur les bénéfices	231	87	238
Participations sans contrôle	4	-	(3)
Bénéfice net	770 \$	819 \$	580 \$
Taux d'impôt sur les bénéfices réel	23,0 %	9,6 %	29,2 %

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a diminué de 89 M\$, soit 8 %, comparativement au trimestre correspondant de 2006, en grande partie en raison de l'augmentation des coûts de financement des activités de négociation et du rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail. Au cours du trimestre, nous avons cessé de considérer comme instruments de couverture désignés certains éléments de couverture de juste valeur, en vertu des nouvelles normes sur les instruments financiers. Comme les gains nets latents sur ces instruments dérivés sont comptabilisés dans les revenus divers, le revenu d'intérêts net a chuté proportionnellement. Ces facteurs ont été en partie compensés par la hausse des dividendes et des intérêts sur les valeurs du compte de négociation, la croissance du volume des cartes de crédit, des dépôts et des prêts hypothécaires, et l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

Le revenu net d'intérêts a baissé de 71 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, surtout à cause de l'augmentation des coûts de financement des activités de négociation et du reclassement de certains éléments de couverture de juste valeur comme il est indiqué ci-dessus. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean et les revenus de trésorerie plus élevés.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est inscrit en hausse de 322 M\$, soit 19 %, en regard du même trimestre de 2006, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des activités de négociation. Les gains, déduction faite des baisses de valeur des valeurs disponibles à la vente (classées précédemment comme des valeurs du compte de placement et des placements dans des sociétés en

commandite), ont augmenté pour le trimestre. Les gains nets latents découlant du reclassement de certains éléments de couverture de juste valeur décrit ci-dessus ont également contribué à la hausse.

Le revenu autre que d'intérêts a monté de 272 M\$, soit 15 %, comparativement au trimestre précédent, essentiellement en raison des facteurs susmentionnés.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 23 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des améliorations au portefeuille de crédit personnel non garanti, contrebalancées en partie par l'augmentation des pertes dans le portefeuille des cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 51 M\$, ou 55 %, en regard du trimestre précédent. L'augmentation résulte de la combinaison de la reprise de 39 M\$ de la provision générale au trimestre précédent et de la hausse des pertes dans le portefeuille des cartes, contrebalancées en partie par l'accroissement des reprises, déduction faite des pertes dans le portefeuille des prêts aux grandes entreprises.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 66 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'élévation de la rémunération liée au rendement et de l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean.

La hausse de 51 M\$, ou 3 %, des frais autres que d'intérêts par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée au rendement et à l'incidence de l'acquisition de FirstCaribbean, et annulée en partie par la baisse des frais liés au matériel informatique et des frais de publicité.

Impôts sur les bénéfices

Malgré des bénéfices plus élevés, les impôts sur les bénéfices ont diminué de 7 M\$, ou 3 %, par rapport au même trimestre de 2006, surtout parce que les bénéfices ont augmenté dans des administrations fiscales pratiquant des taux d'imposition inférieurs.

La hausse de 144 M\$ des impôts sur les bénéfices en regard du trimestre précédent est essentiellement attribuable aux recouvrements d'impôts sur les bénéfices du trimestre précédent et à l'augmentation des bénéfices à ce trimestre-ci.

Le taux d'imposition réel et la base d'imposition équivalente (BIE) pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007 se sont établis respectivement à 23,0 % et à 27,5 %¹. Bien que les taux varient d'un trimestre à l'autre, nous estimons actuellement que le taux d'imposition réel durable rajusté se situera entre 21 % et 24 %, et que le taux d'imposition BIE durable rajusté se situera entre 25 % et 28 %.

1) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle se sont accrues de 7 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 4 M\$ en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la participation minoritaire résultant de notre acquisition de FirstCaribbean.

Revue du bilan consolidé

BILAN CONSOLIDÉ CONDENSÉ		
	31 janvier	31 octobre
En millions de dollars, au	2007	2006
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	17 692 \$	11 853 \$
Valeurs mobilières	90 790	83 498
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	23 968	25 432
Prêts	152 546	145 625
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 665	17 122
Autres actifs	19 947	20 454
Total des actifs	322 608 \$	303 984 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	223 625 \$	202 891 \$
Instruments dérivés à la valeur marchande	16 694	17 330
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat	42 974	44 221
Autres passifs et acceptations	19 279	21 013
Titres secondaires	5 991	5 595
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	278	12
Capitaux propres	13 167	12 322
Total des passifs et des capitaux propres	322 608 \$	303 984 \$

Actif

Au 31 janvier 2007, l'actif total était de 18,6 G\$, ou 6 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2006.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont progressé, surtout en raison des exigences de financement courant de la trésorerie et de l'acquisition de FirstCaribbean.

La croissance des valeurs est redevable essentiellement à la hausse des valeurs du compte de négociation dans notre secteur des services bancaires de gros et traduit les activités de négociation normales et l'acquisition de FirstCaribbean.

La réduction des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de revente reflète principalement les activités normales de nos clients.

L'accroissement des prêts découle en grande partie de l'acquisition de FirstCaribbean, contrebalancée dans une faible mesure par les baisses de volume des prêts personnels et des prêts hypothécaires à l'habitation (déduction faite des titrisations).

La valeur marchande des instruments dérivés s'est appréciée surtout en raison du reclassement des instruments dérivés de couverture qui ne sont plus comptabilisés comme d'autres actifs en vertu des normes sur les instruments financiers. Ce facteur a été contrebalancé partiellement par une diminution des dérivés

de négociation attribuable au raffermissement du dollar américain et au contexte de majoration des taux d'intérêt.

Les autres actifs ont régressé surtout à cause du reclassement, d'une part, d'instruments dérivés de couverture en instruments dérivés à la valeur marchande et, d'autre part, des placements dans des sociétés en commandite en valeurs disponibles à la vente, en vertu des normes sur les instruments financiers. Depuis que nous détenons une participation majoritaire, notre investissement dans FirstCaribbean ne figure plus parmi les autres actifs. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de FirstCaribbean ainsi que par une hausse des acceptations.

Passif

Au 31 janvier 2007, le passif total était de 17,8 G\$, ou 6 %, plus élevé qu'au 31 octobre 2006.

La hausse des dépôts s'explique en majeure partie par l'acquisition de FirstCaribbean, l'élévation des dépôts des entreprises, des gouvernements et des banques fortement redevable aux exigences de capitalisation et aux activités normales des clients, et la croissance des volumes des activités de détail.

La diminution des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat représente les activités normales de nos clients et de financement de la trésorerie, partiellement compensées par l'acquisition de FirstCaribbean.

La valeur marchande des instruments dérivés a reculé surtout en raison du raffermissement du dollar américain et du contexte de hausse des taux d'intérêts. Ce recul a été en partie contrebalancé par le reclassement d'instruments dérivés de couverture, qui ne sont plus comptabilisés comme d'autres passifs en vertu des normes sur les instruments financiers.

La régression des autres passifs et des acceptations découle surtout du reclassement expliqué ci-dessus.

La progression des titres secondaires a été induite essentiellement par l'acquisition de FirstCaribbean et le changement dans la juste valeur de débentures couvertes par suite de la mise en application des normes sur les instruments financiers.

La hausse des participations sans contrôle représente la participation minoritaire dans FirstCaribbean.

Capitaux propres

Les capitaux propres étaient en hausse de 845 M\$, ou 7 %, au 31 janvier 2007 par rapport au 31 octobre 2006, surtout en raison d'une augmentation des bénéfices non répartis et des gains de change sur les investissements nets dans un établissement étranger, déduction faite de l'incidence de la couverture.

FirstCaribbean International Bank

Le 22 décembre 2006, nous avons obtenu le contrôle de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) en faisant l'acquisition auprès de Barclays Bank PLC (Barclays) d'une participation supplémentaire de 39,3 % (l'acquisition de FirstCaribbean). Par suite de cette

opération, nous détenions environ 83,0 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, les actions ordinaires restantes étant détenues par Barclays et par d'autres actionnaires minoritaires. L'opération a été effectuée au cours de 1,62 \$ US l'action, plus les dividendes à recevoir, pour une valeur totale de 989 M\$ US (1 153 M\$ CA), versée au comptant à Barclays. En outre, nous avons engagé des frais d'opération, déduction faite des impôts, de 7 M\$ US (8 M\$ CA).

Le 2 février 2007, après la clôture du trimestre, dans le cadre d'une offre publique de rachat au même prix visant le reste des actions ordinaires détenues par Barclays et les autres actionnaires minoritaires, nous avons acquis une participation supplémentaire de 8,5 % dans FirstCaribbean pour une contrepartie supplémentaire au comptant de 212 M\$ US (250 M\$ CA), ce qui a porté notre participation totale à 91,5 %.

Pour plus de précisions, voir la note 2 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés.

Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2007				2006			2005
	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 151 \$	2 046 \$	2 038 \$	1 975 \$	2 068 \$	2 063 \$	2 025 \$	1 982 \$
Marchés mondiaux CIBC	784	697	677	607	679	964	929	742
Siège social et autres	156	147	111	195	111	399	201	107
Total des revenus	3 091	2 890	2 826	2 777	2 858	3 426	3 155	2 831
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	92	152	138	166	170	199	159
Frais autres que d'intérêts	1 943	1 892	1 883	1 836	1 877	2 060	4 854	2 043
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 005	906	791	803	815	1 196	(1 898)	629
Impôts sur les bénéfices	231	87	125	190	238	436	(106)	176
Part des actionnaires sans contrôle	4	-	4	28	(3)	32	115	13
Bénéfice net (perte nette)	770 \$	819 \$	662 \$	585 \$	580 \$	728 \$	(1 907) \$	440 \$
Par action - bénéfice de base (perte de base)	2,13 \$	2,34 \$	1,88 \$	1,65 \$	1,64 \$	2,08 \$	(5,77) \$	1,21 \$
- bénéfice dilué (perte diluée) ¹	2,11 \$	2,32 \$	1,86 \$	1,63 \$	1,62 \$	2,06 \$	(5,77) \$	1,20 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution des bénéfices. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activités sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

Revenus

Les revenus de Marchés de détail CIBC ont progressé au cours du trimestre grâce à l'acquisition de FirstCaribbean et à la vigueur du courtage de détail et des ventes de produits de placement de Service Impérial. Les revenus étaient plus faibles au cours des derniers trimestres étant donné le niveau plus élevé de titrisations sur cartes et les

marges à la baisse dans les secteurs des prêts hypothécaires et du crédit personnel. Les revenus ont diminué au deuxième trimestre de 2006 et de 2005, surtout en raison du nombre inférieur de jours.

Les revenus de Marchés mondiaux CIBC sont influencés en grande partie par les activités des marchés financiers et des dessaisissements de Services de banque d'affaires. L'accroissement des volumes sur les marchés financiers a engendré des revenus supérieurs au cours du trimestre. La hausse des gains de Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur, a contribué à l'augmentation des revenus au cours des troisième et quatrième trimestres de 2005.

Les revenus de Siège social et autres subissent l'incidence des éléments importants non compris dans les autres secteurs d'activité. Les revenus du troisième trimestre de 2006 sont moindres à cause de la déconsolidation d'une entité à détenteurs de droits variables (EDDV). Les revenus de change découlant du

rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères ont engendré une augmentation des revenus au deuxième trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2005. Les revenus ont progressé au troisième trimestre de 2005 en raison des revenus accrus des EDDV consolidées.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et du rendement du crédit dans le portefeuille de prêts. Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté par rapport au trimestre précédent surtout parce que le portefeuille des cartes a subi des pertes plus importantes. Toutefois, les provisions sont inférieures à celles des trimestres précédents de 2005 grâce à la proportion accrue de produits de crédit personnel garanti. Le niveau des recouvrements et des reprises dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises ne devrait pas se maintenir. Les quatrième trimestres de 2006 et de 2005 et le deuxième trimestre de 2006 comprenaient des reprises de la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué au cours des récents trimestres en raison de notre initiative en matière de productivité. L'acquisition de FirstCaribbean et la rémunération liée au rendement plus élevée ont contribué à la hausse des frais du trimestre. Les indemnités de cessation d'emploi ont monté au quatrième trimestre de 2005. Le troisième trimestre de 2005 comprenait la provision pour les litiges relatifs à Enron. Les deuxième et troisième trimestres de 2005 incluaient la provision pour les règlements relatifs aux fonds de couverture.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices varient selon les changements dans les bénéfices et peuvent également subir l'incidence d'éléments importants. Les trois derniers trimestres de 2006 et le quatrième trimestre de 2005 comprenaient les recouvrements d'impôts liés à la résolution favorable de vérifications fiscales ainsi que la diminution des éventualités d'impôts. L'augmentation au quatrième trimestre de 2005 a résulté principalement de la charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères. La provision pour les litiges relatifs à Enron a donné lieu à une économie d'impôts au troisième trimestre de 2005.

Participations sans contrôle

Les participations sans contrôle ont augmenté au cours du trimestre à la suite de l'acquisition du bloc de contrôle de FirstCaribbean. Au cours des trois premiers trimestres de 2006, nous avons procédé à la déconsolidation de certaines EDDV, ce qui a entraîné la réduction des participations sans contrôle. Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons fait l'acquisition de la participation sans contrôle restante dans INTRIA Items Inc. Le troisième trimestre de 2005 tenait compte de revenus supérieurs des EDDV consolidées.

Marchés de détail CIBC

Marchés de détail CIBC comprend les activités de détail et de gestion des avoirs de la CIBC. Les résultats de FirstCaribbean sont compris dans le secteur d'activité Divers depuis le 22 décembre 2006. Nous offrons une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et des PME, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Revenus			
Services bancaires personnels et PME	517 \$	522 \$	510 \$
Service Impérial	237	230	230
Courtage de détail	314	292	297
Cartes	371	380	347
Prêts hypothécaires et crédit personnel	389	354	413
Divers	323	268	271
Total des revenus	2 151	2 046	2 068
Dotation à la provision pour pertes sur créances	153	132	180
Frais autres que d'intérêts	1 288	1 255	1 245
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	710	659	643
Impôts sur les bénéfices	176	158	205
Participations sans contrôle	4	-	-
Bénéfice net	530 \$	501 \$	438 \$
Coefficient d'efficacité	59,9 %	61,4 %	60,2 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE) ²	59,7 %	61,3 %	60,2 %
Rendement des capitaux propres ²	55,0 %	55,0 %	45,7 %
Bénéfice économique²	405 \$	384 \$	312 \$
Effectif permanent	27 254	23 396	23 002

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 92 M\$, ou 21 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus ont augmenté en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, de la croissance du volume des cartes, des dépôts et des prêts hypothécaires, et de l'accroissement de la titrisation de prêts hypothécaires et des revenus de courtage de détail, contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges sur les produits de prêt. Le trimestre considéré a également profité de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de la diminution du taux d'imposition réel. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des frais autres que d'intérêts surtout en raison de l'acquisition de FirstCaribbean.

Le bénéfice net a augmenté de 29 M\$, ou 6 %, en regard du trimestre précédent. Les revenus ont augmenté en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, et de la hausse des revenus de courtage de détail et de titrisation des prêts hypothécaires. Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés au cours du trimestre principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. Le trimestre précédent a profité de recouvrements d'impôts.

Revenus

Les revenus ont progressé de 83 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont augmenté de 7 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes et des marges sur dépôts favorables, contrebalancées en partie par la réduction des commissions tirées des prêts hypothécaires et du crédit personnel.

Les revenus de Service Impérial se sont accrus de 7 M\$, principalement en raison de la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement.

L'augmentation de 17 M\$ des revenus du Courtage de détail s'explique surtout par la montée des revenus d'honoraires tirés des ventes nettes et la hausse des valeurs de l'actif, et par les nouvelles émissions, neutralisées en partie par la réduction des activités de négociation.

Les revenus du segment Cartes ont fait un bond de 24 M\$, surtout en raison de la croissance des volumes et des revenus tirés des frais, partiellement contrebalancée par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont fléchi de 24 M\$, principalement en raison du rétrécissement des marges et de la diminution du volume du crédit personnel. Ces diminutions ont été partiellement neutralisées par la hausse du revenu de titrisation, la croissance des volumes des prêts hypothécaires et la diminution des commissions versées à Services bancaires personnels et PME.

Les revenus du segment Divers ont bondi de 52 M\$ en raison de l'acquisition de FirstCaribbean.

Les revenus se sont accrus de 105 M\$, ou 5 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont diminué de 5 M\$, principalement en raison de la baisse des commissions reçues et des revenus tirés des frais, contrebalancée en partie par la croissance des volumes de dépôts et des marges plus favorables.

Les revenus de Service Impérial ont augmenté de 7 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement, contrebalancée en partie par la diminution des commissions reçues.

Le bond de 22 M\$ des revenus du Courtage de détail est principalement attribuable à l'accroissement des activités de négociation et des nouvelles émissions.

Le fléchissement de 9 M\$ des revenus du segment Cartes est essentiellement attribuable à la diminution du revenu tiré des frais et à la hausse des pertes sur créances liées aux créances titrisées, partiellement contrebalancées par la croissance des volumes.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel se sont accrus de 35 M\$, surtout en raison de la hausse du revenu de titrisation et de la diminution des commissions versées à Services bancaires personnels et PME et à Service Impérial.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 55 M\$, grâce principalement à l'acquisition de FirstCaribbean, partiellement contrebalancée par la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 27 M\$, ou 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des améliorations au portefeuille de crédit personnel non garanti, contrebalancées en partie par l'augmentation des pertes dans le portefeuille des cartes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 21 M\$, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'augmentation des pertes dans le portefeuille des cartes.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 43 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, et de la hausse des coûts de soutien du siège social et de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 33 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de l'acquisition de FirstCaribbean et de la hausse des coûts de soutien du siège social, contrebalancées en partie par la baisse des frais de publicité et des pertes d'exploitation.

L'effectif permanent comptait 4 242 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'acquisition de FirstCaribbean, de la réaffectation de membres du personnel des groupes Administration et Technologie et opérations, et de la hausse du nombre d'employés traitant avec la clientèle. L'effectif permanent comptait 3 858 employés de plus qu'au trimestre précédent, principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean et de la réaffectation des membres du personnel du groupe Administration, Technologie et opérations.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont chuté de 29 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution du taux réel découlant de la hausse du revenu dans des administrations fiscales assujetties à des taux d'imposition réels inférieurs.

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 18 M\$, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, qui incluait des recouvrements d'impôts.

Marchés mondiaux CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros et des services financiers aux entreprises de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, des services bancaires d'investissement et des Services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions en matière de capital et des services-conseils à un large éventail de secteurs de même que des recherches aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels que nous servons.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Revenus (BIE) ²			
Marchés financiers	449 \$	351 \$	371 \$
Services bancaires d'investissement et produits de crédit ³	204	242	237
Groupe Entreprises ³	121	125	124
Services de banque d'affaires	77	61	12
Divers	(5)	(5)	(19)
Total des revenus (BIE) ²	846	774	725
Rajustement selon la BIE	62	77	46
Total des revenus	784	697	679
Recouvrement de pertes sur créances	(10)	(1)	(15)
Frais autres que d'intérêts	551	485	533
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	243	213	161
Impôts sur les bénéfices	33	(5)	32
Participations sans contrôle	-	-	1
Bénéfice net	210 \$	218 \$	128 \$
Coefficient d'efficacité	70,3 %	69,6 %	78,3 %
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE) ²	65,2 %	62,6 %	73,4 %
Rendement des capitaux propres ²	41,6 %	44,2 %	25,6 %
Bénéfice économique ²	146 \$	154 \$	64 \$
Effectif permanent	2 384	2 291	2 293

- 1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.
- 2) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.
- 3) À compter du 1^{er} novembre 2006, tous les revenus de gestion de trésorerie qui étaient auparavant affectés aux produits bancaires d'investissement et de crédit ont été transférés rétroactivement au Groupe Entreprises.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 82 M\$, ou 64 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent surtout en raison de la hausse des revenus des Marchés financiers et des Services de banque d'affaires. Les augmentations ont été en partie neutralisées par la baisse des revenus des Services bancaires d'investissement et produits de crédit, la

hausse des frais autres que d'intérêts et la diminution des recouvrements de pertes sur créances.

Le bénéfice net a reculé de 8 M\$, ou 4 %, en regard du trimestre précédent, du fait que la hausse des revenus des Marchés financiers a été neutralisée par une augmentation des frais autres que d'intérêts et une diminution des revenus des Services bancaires d'investissement et produits de crédit. Le trimestre précédent a profité de recouvrements d'impôts.

Revenus

Les revenus ont progressé de 105 M\$, ou 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Marchés financiers ont augmenté de 78 M\$, en raison surtout d'une hausse des revenus au chapitre des produits structurés en actions et en marchandises, des actions canadiennes et des marchés des capitaux d'emprunts, contrebalancée en partie par la baisse des revenus du côté des actions américaines.

Les revenus des Services bancaires d'investissement et produits de crédit ont diminué de 33 M\$, essentiellement en raison de la baisse des revenus des services bancaires d'investissement au Canada et en Europe.

Les revenus des Services de banque d'affaires ont augmenté de 65 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Les revenus se sont accrus de 87 M\$, ou 12 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus des Marchés financiers ont augmenté de 98 M\$, en raison surtout d'une hausse des revenus au chapitre des actions canadiennes, des marchés des capitaux d'emprunts, des produits structurés en actions et en marchandises et des actions américaines.

Les revenus des Services bancaires d'investissement et produits de crédit ont reculé de 38 M\$, surtout en raison de la diminution des revenus des services bancaires d'investissement au Canada et en Europe, contrebalancée en partie par la hausse des revenus des services bancaires d'investissement aux États-Unis.

Les revenus des Services de banque d'affaires ont augmenté de 16 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Recouvrement des pertes sur créances

Le recouvrement des pertes sur créances a diminué de 5 M\$, ou 33 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des pertes, déduction faite des recouvrements aux États-Unis, contrebalancée en partie par l'augmentation des recouvrements en Europe et dans le secteur des services aux entreprises.

Le recouvrement des pertes sur créances s'est accru de 9 M\$ en regard du trimestre précédent grâce à une amélioration des recouvrements en Europe.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 18 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse de la rémunération liée au rendement, contrebalancée en partie par la diminution des provisions pour les questions judiciaires et des coûts de soutien du siège social.

Le bond de 66 M\$, ou 14 %, des frais autres que d'intérêts par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée au rendement, des provisions pour les questions judiciaires et des frais d'occupation.

L'effectif permanent comptait 91 employés de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et 93 employés de plus qu'au trimestre précédent, principalement en raison de la réaffectation des membres du personnel du groupe Administration, Technologie et opérations.

Impôts sur les bénéfices

Malgré la hausse des bénéfices, la charge d'impôts ne s'est accrue que de 1 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison d'une augmentation des bénéfices exonérés d'impôts dans des administrations fiscales assujetties à des taux d'imposition inférieurs.

La hausse de 38 M\$ des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices. Le trimestre précédent a profité de recouvrements d'impôts.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, ainsi que Trésorerie et Gestion du risque – qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que les coentreprises CIBC Mellon, les débetures d'Oppenheimer Holdings Inc. (vendues en 2006) et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, notamment la provision générale, non directement attribuables aux secteurs d'activité. La provision générale applicable à FirstCaribbean est déterminée localement et est affectée à Marchés de détail CIBC. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Total des revenus	156 \$	147 \$	111 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	(39)	1
Frais autres que d'intérêts	104	152	99
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	52	34	11
Impôts sur les bénéfices	22	(66)	1
Participations sans contrôle	-	-	(4)
Bénéfice net	30 \$	100 \$	14 \$
Effectif permanent	10 921	11 329	11 676

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

Le bénéfice net s'est accru de 16 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des revenus.

Le bénéfice net a reculé de 70 M\$, ou 70 %, en regard du trimestre précédent, principalement en raison des recouvrements d'impôts et de la reprise de la provision générale pour pertes sur créances au trimestre précédent, contrebalancés en partie par la diminution des coûts de soutien du siège social non répartis.

Revenus

Les revenus se sont accrus de 45 M\$, ou 41 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse des revenus de trésorerie, ainsi que des revenus tirés des coentreprises CIBC Mellon et des opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA).

Les revenus ont augmenté de 9 M\$, ou 6 %, en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie et des revenus des coentreprises CIBC Mellon.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

Le recouvrement des pertes sur créances était de néant en regard de 39 M\$ au trimestre précédent, qui comprenait une reprise de 39 M\$ sur la provision générale.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 5 M\$, ou 5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des frais liés aux DPVA.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 48 M\$, ou 32 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des coûts de soutien du siège social non répartis.

L'effectif permanent comptait 755 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la réduction de certaines fonctions de soutien aux opérations et de la réaffectation des membres du personnel aux groupes fonctionnels. Ces diminutions ont été en partie contrebalancées par la mutation de membres du personnel d'un fournisseur de services externe par suite du rapatriement des services de soutien des ordinateurs de bureau et de gestion de réseaux qui étaient offerts à la CIBC. L'effectif permanent comptait 408 employés de moins qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la réaffectation de membres du personnel aux groupes fonctionnels et de l'achèvement de certains projets, contrebalancés en partie par la mutation de membres du personnel susmentionnée.

Impôts sur les bénéfices

La hausse de 21 M\$ des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices.

Les impôts sur les bénéfices ont fait un bond de 88 M\$ par rapport au trimestre précédent, qui incluait des recouvrements d'impôts.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque et des sources de financement est sensiblement la même que celle décrite aux pages 53 à 66 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Gestion du risque de crédit

RENDEMENT DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT		
En millions de dollars, au	31 janv. 2007	31 oct. 2006
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	547 \$	386 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	444	244
Total des prêts douteux bruts	991 \$	630 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	389 \$	363 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	247	181
Provision spécifique	636	544
Provision générale	920	900
Total de la provision pour pertes sur créances	1 556 \$	1 444 \$

Depuis le 31 octobre 2006, les prêts douteux bruts ont augmenté de 361 M\$, ou 57 %. Les prêts douteux bruts à la consommation ont fait un bond de 161 M\$, ou 42 %. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont augmenté de 200 M\$, ou 82 %. L'augmentation générale des prêts douteux bruts a principalement découlé de l'acquisition de FirstCaribbean. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2007, les prêts douteux bruts ont augmenté de 4 M\$ au Canada, de 23 M\$ aux États-Unis et de 334 M\$ dans les autres pays.

Depuis le 31 octobre 2006, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 112 M\$, ou 8 %. La provision spécifique s'est accrue de 92 M\$, ou 17 %, par rapport à la fin de l'exercice, principalement en raison de l'acquisition de FirstCaribbean. Cet accroissement a été en partie contrebalancé par une réduction de la provision spécifique du portefeuille des prêts personnels au Canada. La provision générale a totalisé 920 M\$, soit une hausse de 20 M\$ par rapport à la fin de l'exercice, en raison de l'acquisition de FirstCaribbean.

Pour plus de détails sur la provision pour pertes sur créances, voir la section Revue de l'état des résultats consolidé.

Gestion du risque de marché

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC. Le risque moyen total a augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse du risque de taux d'intérêt, contrebalancée en partie par la baisse du risque d'écart de taux. Le risque moyen total a diminué par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution du risque d'écart de taux. Les revenus de négociation (BIE)^A ont été positifs pendant 91 % des jours du trimestre, et les pertes découlant des activités de négociation n'ont jamais dépassé la VAR.

En millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le	31 janv. 2007				31 oct. 2006		31 janv. 2006	
	Haut	Bas	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	10,3 \$	4,6 \$	8,6 \$	7,0 \$	6,1 \$	6,2 \$	7,1 \$	3,8 \$
Risque d'écart de taux	4,1	3,0	3,2	3,5	5,7	5,8	4,4	4,4
Risque lié aux actions	7,6	5,4	5,8	6,4	6,1	5,5	6,0	5,9
Risque de change	1,0	0,2	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3
Risque lié aux marchandises	3,5	0,8	1,5	1,6	1,2	1,9	1,4	1,4
Effet de diversification ¹	négl. ²	négl. ²	(10,2)	(9,9)	(10,3)	(10,4)	(9,7)	(7,6)
Risque total	11,0 \$	7,3 \$	9,5 \$	9,0 \$	9,2 \$	9,4 \$	9,5 \$	8,2 \$

- 1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.
- 2) Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

A) Pour plus de précisions, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Activités autres que de négociation

Le tableau suivant fait état de l'incidence d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt sur une période de 12 mois, après rajustement pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs.

SENSIBILITÉ AUX TAUX D'INTÉRÊT – ACTIVITÉS AUTRES QUE DE NÉGOCIATION (APRÈS IMPÔTS)	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt			
Incidence sur le revenu net d'intérêts	12 \$	35 \$	78 \$
Incidence sur les capitaux propres ¹	183	203	179
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt			
Incidence sur le revenu net d'intérêts	(72) \$	(111) \$	(110) \$
Incidence sur les capitaux propres ¹	(239)	(274)	(179)

1) Mesurée selon la valeur actualisée.

Gestion du risque d'illiquidité

Conformément aux stratégies de réduction du risque d'illiquidité, nous continuons à obtenir du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant avec divers moyens de financement parmi une gamme d'échéances. Les dépôts de particuliers de base demeurent la principale source d'un financement de détail fiable. Au 31 janvier 2007, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 80,0 G\$ (77,4 G\$ au 31 octobre 2006).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent le maintien de la diversification adéquate des sources du financement de gros, la titrisation des créances, l'émission d'actions et de titres secondaires et le maintien de blocs distincts d'actifs hautement liquides pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos actifs liquides :

	31 janv. 2007	31 oct. 2006
En milliards de dollars, au		
Encaisse	1,2 \$	0,9 \$
Dépôts auprès d'autres banques	16,5	10,9
Valeurs mobilières ¹	71,5	66,8
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	24,0	25,4
Total	113,2 \$	104,0 \$

1) Comprend les valeurs disponibles à la vente (valeurs de comptes de placement en 2006) et les valeurs désignées à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins, et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, certains actifs sont cédés en garantie dans le cadre de la gestion des garanties, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 janvier 2007, ces actifs atteignaient 27,1 G\$ (25,5 G\$ au 31 octobre 2006).

Gestion des sources de financement

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

En millions de dollars, au	31 janv. 2007		31 oct. 2006	
Fonds propres de première catégorie	11 932	\$	11 935	\$
Total des fonds propres réglementaires	17 499		16 583	
Actif pondéré en fonction du risque	124 118		114 780	
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,6	%	10,4	%
Ratio du total des fonds propres	14,1	%	14,5	%
Ratio actif – fonds propres	18,1	x	18,0	x

Depuis la fin de l'exercice, le ratio des fonds propres de première catégorie a diminué de 80 points de base, surtout en raison de l'augmentation des actifs pondérés en fonction du risque et de l'écart d'acquisition découlant de l'achat de la participation conférant le contrôle dans FirstCaribbean. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la participation minoritaire dans FirstCaribbean, l'augmentation des bénéfices non répartis et les écarts de conversion.

Depuis la fin de l'exercice, le ratio du total des fonds propres a diminué de 40 points de base, surtout en raison des facteurs susmentionnés. Le ratio du total des fonds propres a profité de la réduction des placements à la valeur de consolidation par suite de l'acquisition de FirstCaribbean.

Le 2 février 2007, après la fin du trimestre, nous avons acquis une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean aux termes d'une offre publique de rachat. Par conséquent, nos ratios des fonds propres subiront l'effet d'une augmentation de la déduction au titre de l'écart d'acquisition et d'une diminution de la participation minoritaire. Cependant, l'effet ne devrait pas être significatif.

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

	31 janv.
En millions de dollars, pour les trois mois terminés le	2007
Émission d'actions privilégiées de catégorie A, série 31	450 \$
Remboursement d'actions privilégiées de catégorie A, série 24	(416)¹
Émission d'actions ordinaires (options exercées)	50
Dividendes	
Actions privilégiées – classées à titre de capitaux propres	(38)
Actions privilégiées – classées à titre de passif	(8)
Actions ordinaires	(235)

1) Comprend une prime de 16 M\$ versée aux rachats.

Après la fin du trimestre, soit le 14 février 2007, 12 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 32, à dividende non cumulatif ont été émises pour une contrepartie totale de 300 M\$.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Approbation des organismes de réglementation pour le versement de dividendes

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79 de la Loi sur les banques du Canada, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 30 avril 2007.

Arrangements hors bilan et obligations contractuelles

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des EDDV, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 67 à 69 de la Reddition de compte annuelle de 2006. Pour de l'information additionnelle sur les opérations de titrisation et les garanties, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux arrangements hors bilan au cours du trimestre.

Obligations contractuelles

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent à la page 69 de la Reddition de compte annuelle de 2006.

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons modifié un contrat afin de prolonger un engagement existant de trois ans et de le faire passer à sept ans, augmentant ainsi les obligations d'achat d'environ 600 M\$ jusqu'en 2013. Il n'y a pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Conventions comptables et estimations critiques

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2006.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Des changements importants ont été apportés aux conventions comptables le 1^{er} novembre 2006 relativement aux normes visant les instruments financiers tel qu'il est décrit ci-après. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 70 à 73 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Modifications de conventions comptables

Instruments financiers

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les chapitres 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865 «Couvertures» (y compris les modifications aux dispositions transitoires ratifiées par l'ICCA le 15 décembre 2006 sous la forme d'un avis du Conseil), 1530 «Résultat étendu» et 3251 «Capitaux propres» du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA).

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de transaction, désignés à la juste valeur, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des créances et des titres de créance classés comme devant être détenus jusqu'à leur échéance, et des titres disponibles à la vente qui n'ont pas de cours sur un marché actif. Au besoin, ces normes ont été appliquées à titre d'ajustement aux bénéfices non répartis et aux autres éléments du résultat étendu d'ouverture. Par conséquent, les bénéfices non répartis ont diminué de 50 M\$ et les autres éléments du résultat étendu ont augmenté de 123 M\$, à l'exception de l'incidence du reclassement du solde d'ouverture de l'écart de conversion aux autres éléments du résultat étendu. Les soldes des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Modifications futures de conventions comptables

Baux adossés

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le Statement of Financial Accounting Standard 13, dont certains aspects sont intégrés à l'abrégié 46 intitulé «Baux adossés» du Comité des problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA. Le FSP entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 130 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 janvier 2007, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 janvier 2007, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification standardisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 37 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures selon les PCGR :

Mesures de l'état des résultats

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 janv. 2007	Total des revenus	2 151	\$ 784	\$ 156	\$ 3 091
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	62	-	62
	Revenus (BIE)	2 151	\$ 846	\$ 156	\$ 3 153
	Bénéfice net	530	\$ 210	\$ 30	\$ 770
	Moins : montant au titre du capital économique	125	64	4	193
	Bénéfice économique	405	\$ 146	\$ 26	\$ 577
	Coefficient d'efficacité	59,9	% 70,3	% négl.	62,9
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,1	négl.	1,3
	amortissement des autres actifs incorporels	0,2	-	négl.	0,1
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	59,7	% 65,2	% négl.	61,5
31 oct. 2006	Total des revenus	2 046	\$ 697	\$ 147	\$ 2 890
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	77	-	77
	Revenus (BIE)	2 046	\$ 774	\$ 147	\$ 2 967
	Bénéfice net	501	\$ 218	\$ 100	\$ 819
	Moins : montant au titre du capital économique	117	64	5	186
	Bénéfice économique	384	\$ 154	\$ 95	\$ 633
	Coefficient d'efficacité	61,4	% 69,6	% négl.	65,5
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	7,0	négl.	1,7
	amortissement des autres actifs incorporels	0,1	-	négl.	0,3
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	61,3	% 62,6	% négl.	63,5
31 janv. 2006	Total des revenus	2 068	\$ 679	\$ 111	\$ 2 858
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	46	-	46
	Revenus (BIE)	2 068	\$ 725	\$ 111	\$ 2 904
	Bénéfice net	438	\$ 128	\$ 14	\$ 580
	Moins : montant au titre du capital économique	126	64	5	195
	Bénéfice économique	312	\$ 64	\$ 9	\$ 385
	Coefficient d'efficacité	60,2	% 78,3	% négl.	65,7
	Moins : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	4,9	négl.	1,1
	amortissement des autres actifs incorporels	-	-	négl.	0,2
	Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) (BIE)	60,2	% 73,4	% négl.	64,4

négl. – négligeable

Impôts sur les bénéfices rajustés

Le taux d'imposition réel rajusté est calculé au moyen d'un ajustement de la charge d'impôts en fonction des recouvrements d'impôts et des modifications des taux d'imposition importants. Le taux d'imposition réel rajusté (BIE) est calculé également au moyen de la majoration du bénéfice et des impôts sur les bénéfices et des bénéfices exonérés d'impôts sur une base équivalent avant impôts.

En millions de dollar, pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le		
		31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	A	1 005 \$	906 \$	815 \$
Rajustement selon la BIE	B	62	77	46
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle (BIE)	C	1 067 \$	983 \$	861 \$
Impôts sur les bénéfices présentés selon les états financiers	D	231 \$	87 \$	238 \$
Rajustement selon la BIE	B	62	77	46
Recouvrements d'impôts sur les bénéfices	E	-	90	-
Impôts sur les bénéfices rajustés	F	293 \$	254 \$	284 \$
Taux d'imposition réel déclaré (BIE)	(D+B)/C	27,5 %	16,7 %	33,0 %
Taux d'imposition réel rajusté	(D+E)/A	23,0 %	19,5 %	29,2 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE)	F/C	27,5 %	25,8 %	33,0 %

Mesures de comptabilité de caisse

Les mesures de comptabilité de caisse sont calculées par l'ajustement de l'amortissement des autres actifs incorporels au bénéfice net et aux charges autres que d'intérêts. La direction est d'avis que ces mesures permettent une évaluation uniforme, ce qui permet aux utilisateurs de notre information financière d'effectuer des comparaisons plus facilement.

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Bénéfice net	770 \$	819 \$	580 \$
Ajouter : effet de l'amortissement des autres actifs incorporels, déduction faite des impôts	4	5	5
Comptabilité de caisse – bénéfice net	774 \$	824 \$	585 \$
Frais autres que d'intérêts	1 943 \$	1 892 \$	1 877 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels	(5)	(8)	(7)
Comptabilité de caisse – frais autres que d'intérêts	1 938 \$	1 884 \$	1 870 \$
Comptabilité de caisse – résultat de base par action	2,14 \$	2,36 \$	1,65 \$
Comptabilité de caisse – résultat dilué par action	2,12 \$	2,34 \$	1,63 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA CIBC

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Revenu d'intérêts			
Prêts	2 304 \$	2 279 \$	2 033 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	472	467	333
Valeurs mobilières	762	778	620
Dépôts auprès d'autres banques	173	130	87
	3 711	3 654	3 073
Frais d'intérêts			
Dépôts	1 903	1 742	1 328
Autres passifs	665	696	517
Titres secondaires	76	78	72
Passif au titre des actions privilégiées	8	8	8
	2 652	2 524	1 925
Revenu net d'intérêts	1 059	1 130	1 148
Revenu autre que d'intérêts			
Honoraires de prise ferme et honoraires de consultation	185	165	180
Frais sur les dépôts et les paiements	193	195	195
Commissions sur crédit	69	107	88
Honoraires d'administration de cartes	70	74	64
Honoraires de gestion de placements et de garde	130	127	114
Revenu tiré des fonds communs de placement	212	203	194
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	58	57	58
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	229	206	229
Revenu de négociation (note 8)	375	285	262
Gains (pertes) sur valeurs du compte de placement, montant net	s.o.	27	(2)
Gains nets réalisés sur des valeurs disponibles à la vente	132	s.o.	s.o.
Revenu tiré des instruments financiers désignés à la juste valeur et couvertures économiques connexes (note 9)	43	s.o.	s.o.
Revenu tiré des créances titrisées	129	126	116
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	84	62	64
Divers	123	126	148
	2 032	1 760	1 710
Total des revenus	3 091	2 890	2 858
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 3)	143	92	166
Frais autres que d'intérêts			
Salaires et avantages sociaux	1 160	1 064	1 080
Frais d'occupation	150	136	146
Matériel informatique et matériel de bureau	263	286	273
Communications	71	73	75
Publicité et expansion des affaires	50	68	47
Honoraires	39	43	44
Taxes d'affaires et impôts et taxes sur le capital	35	36	31
Divers	175	186	181
	1 943	1 892	1 877
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 005	906	815
Charge d'impôts	231	87	238
	774	819	577
Participations sans contrôle	4	-	(3)
Bénéfice net	770 \$	819 \$	580 \$
Bénéfice par action (en dollars) (note 11)			
- de base	2,13 \$	2,34 \$	1,64 \$
- dilué	2,11 \$	2,32 \$	1,62 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,70 \$	0,70 \$	0,68 \$

s.o. Sans objet. Depuis le 1^{er} novembre 2006, de nouvelles catégories comptables ont été créées en vertu de l'adoption des chapitres 3855, 3865, 1530 et 3251 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*. Ces chapitres ont été adoptés prospectivement sans retraitement de l'information de la période précédente. Pour plus de précisions, voir la note 1.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, aux	31 janvier 2007	31 octobre 2006
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 938 \$	1 317 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	15 754	10 536
Valeurs mobilières		
Compte de négociation (note 8)	68 113	62 331
Valeurs disponibles à la vente	15 708	s.o.
Valeurs désignées à leur juste valeur (note 9)	6 969	s.o.
Compte de placement	s.o.	21 167
	90 790	83 498
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	23 968	25 432
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	83 338	81 358
Particuliers	28 622	28 052
Cartes de crédit	7 612	7 253
Entreprises et gouvernements (notes 8 et 9)	34 528	30 404
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 554)	(1 442)
	152 546	145 625
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 7)	17 665	17 122
Engagements de clients en vertu d'acceptations	6 984	6 291
Terrains, bâtiments et matériel	2 212	2 032
Écart d'acquisition	1 951	982
Autres actifs incorporels	456	192
Autres actifs	8 344	10 957
	37 612	37 576
	322 608 \$	303 984 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	88 954 \$	81 829 \$
Entreprises et gouvernements (note 9)	118 955	107 468
Banques	15 716	13 594
	223 625	202 891
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande (note 7)	16 694	17 330
Acceptations	6 984	6 297
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	13 719	13 788
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	29 255	30 433
Autres passifs	12 295	14 716
	78 947	82 564
Titres secondaires	5 991	5 595
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	278	12
Capitaux propres		
Actions privilégiées	2 431	2 381
Actions ordinaires	3 114	3 064
Actions autodétenues	(1)	(19)
Surplus d'apport	74	70
Écart de conversion	s.o.	(442)
Bénéfices non répartis	7 693	7 268
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 6)	(144)	s.o.
	13 167	12 322
	322 608 \$	303 984 \$

s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Actions privilégiées			
Solde au début de la période	2 381 \$	2 381 \$	2 381 \$
Émission d'actions privilégiées	450	-	-
Rachat d'actions privilégiées	(400)	-	-
Solde à la fin de la période	2 431 \$	2 381 \$	2 381 \$
Actions ordinaires			
Solde au début de la période	3 064 \$	3 037 \$	2 952 \$
Émission d'actions ordinaires	50	27	40
Solde à la fin de la période	3 114 \$	3 064 \$	2 992 \$
Actions autodétenues			
Solde au début de la période	(19) \$	(24) \$	- \$
Achats	(1 356)	(771)	(1 406)
Ventes	1 374	776	1 401
Solde à la fin de la période	(1) \$	(19) \$	(5) \$
Surplus d'apport			
Solde au début de la période	70 \$	67 \$	58 \$
Charge au titre des options sur actions	2	2	1
Options sur actions exercées	(4)	(1)	(3)
Prime nette sur les actions autodétenues	6	2	-
Solde à la fin de la période	74 \$	70 \$	56 \$
Écart de conversion			
Solde au début de la période	(442) \$	(415) \$	(327) \$
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	442	-	-
Pertes de change découlant de placements dans les filiales et autres	s.o.	(114)	(546)
Gains de change découlant d'opérations de couverture	s.o.	131	746
Charge d'impôts	s.o.	(44)	(248)
Solde à la fin de la période	- \$	(442) \$	(375) \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	7 268 \$	6 712 \$	5 667 \$
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	(50)	-	-
Solde au début de la période, après retraitement	7 218	6 712	5 667
Bénéfice net	770	819	580
Dividendes			
Actions privilégiées	(38)	(33)	(33)
Actions ordinaires	(235)	(234)	(227)
Prime de rachat d'actions privilégiées (classées à titre de capitaux propres)	(16)	-	-
Divers	(6)	4	-
Solde à la fin de la période	7 693 \$	7 268 \$	5 987 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts (note 6)			
Ajustement transitoire en vertu de l'adoption de nouvelles conventions comptables ¹	(319) \$	s.o.	s.o.
Autres éléments du résultat étendu	175	s.o.	s.o.
Solde à la fin de la période	(144) \$	s.o.	s.o.
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu			
	7 549 \$	7 268 \$	5 987 \$
Capitaux propres à la fin de la période			
	13 167 \$	12 322 \$	11 036 \$

1) Représente l'ajustement transitoire par suite de l'adoption des chapitres 3855, 3865, 1530 et 3251 du *Manuel de l'ICCA*. Pour plus de précisions, voir la note 1.
s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

31 janvier

2007

Non vérifié, en millions de dollars, pour les trois mois terminés le

Bénéfice net	770 \$
<hr/>	
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts	
Écart de conversion	
Gains nets sur placements dans des établissements étrangers autonomes ¹	805
Pertes nettes sur opérations de couverture de risque de change ²	(603)
	<hr/>
	202
<hr/>	
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente	
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net ³	(43)
Reclassement de gains nets en résultat net ⁴	(28)
	<hr/>
	(71)
<hr/>	
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	
Gains nets sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie ⁵	73
Gains nets sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net ⁶	(29)
	<hr/>
	44
<hr/>	
Total des autres éléments du résultat étendu ⁷	175
<hr/>	
Résultat étendu	945 \$

- 1) Déduction faite d'une charge d'impôts de (10) M\$.
- 2) Déduction faite d'une économie d'impôts de 313 M\$.
- 3) Déduction faite d'une économie d'impôts de 29 M\$.
- 4) Déduction faite d'une économie d'impôts de 16 M\$.
- 5) Déduction faite d'une charge d'impôts de (39) M\$.
- 6) Déduction faite d'une économie d'impôts de 15 M\$.
- 7) Comprend une participation sans contrôle de 1 M\$.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janvier 2007	31 octobre 2006	31 janvier 2006
Flux de trésorerie d'exploitation			
Bénéfice net	770 \$	819 \$	580 \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie d'exploitation :			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	92	166
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	53	51	54
Amortissement des actifs incorporels	5	8	7
Rémunération à base d'actions	18	15	15
Impôts futurs	63	163	77
(Gains réalisés) pertes réalisées sur valeurs du compte de placement, montant net	s.o.	(27)	2
Gains nets réalisés sur valeurs disponibles à la vente	(132)	s.o.	s.o.
Pertes à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	1	-
Autres éléments hors caisse, montant net	50	-	-
Variations des actifs et des passifs d'exploitation			
Intérêts courus à recevoir	(106)	(92)	17
Intérêts courus à payer	(474)	309	13
Montants à recevoir sur contrats dérivés	(404)	275	931
Montants à payer sur contrats dérivés	(958)	85	(58)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(4 238)	(2 093)	(7 117)
Variation nette des valeurs désignées à leur juste valeur	(629)	s.o.	s.o.
Variation nette des autres actifs et passifs désignés à leur juste valeur	187	s.o.	s.o.
Impôts exigibles	(377)	(116)	53
Divers, montant net	(1 742)	166	(1 890)
	(7 771)	(344)	(7 150)
Flux de trésorerie de financement			
Dépôts, déduction faite des retraits	5 554	2 876	932
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(69)	(348)	328
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, montant net	(1 178)	5 541	9 634
Remboursement de titres secondaires	-	(250)	(250)
Rachat d'actions privilégiées	(416)	-	-
Émission d'actions privilégiées	450	-	-
Émission d'actions ordinaires	50	27	40
Produit net tiré des actions autodétenues vendues (achetées)	18	5	(5)
Dividendes	(273)	(267)	(260)
Divers, montant net	353	249	150
	4 489	7 833	10 569
Flux de trésorerie d'investissement			
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(2 494)	(411)	1 479
Prêts, déduction faite des remboursements	1 295	(5 521)	355
Produit des titrisations	2 537	1 950	2 026
Valeurs du compte de placement			
Achat de valeurs	s.o.	(2 504)	(6 011)
Produit de la vente de valeurs	s.o.	2 325	1 294
Produit à l'échéance de valeurs	s.o.	435	641
Valeurs disponibles à la vente			
Achat de valeurs	(1 787)	s.o.	s.o.
Produit de la vente de valeurs	1 462	s.o.	s.o.
Produit à l'échéance de valeurs	2 396	s.o.	s.o.
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, montant net	1 464	(3 792)	(3 185)
Sorties nettes liées à l'acquisition ¹	(778)	-	(75)
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(233)	(51)	(6)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	1	-
	3 862	(7 568)	(3 482)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	41	(8)	(12)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	621	(87)	(75)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	1 317	1 404	1 310
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 938 \$	1 317 \$	1 235 \$
Intérêts versés au comptant	3 126 \$	2 215 \$	1 912 \$
Impôts sur les bénéfices payés en espèces	545 \$	41 \$	108 \$

1) Le 22 décembre 2006, nous avons acquis une participation assurant le contrôle dans FirstCaribbean International Bank. Le 1^{er} novembre 2005, nous avons acquis le solde de la participation sans contrôle dans INTRIA Items Inc.

s.o. Sans objet. Pour plus de précisions, voir l'état des résultats consolidé.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (NON VÉRIFIÉS)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la «CIBC») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels, et par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, figurant aux pages 80 à 130 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Au cours du trimestre, nous avons revu notre présentation de certains postes de revenu et de frais des périodes précédentes pour mieux refléter la nature de ces postes. Ainsi, certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée.

1. Modification des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté les chapitres 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865 «Couvertures» (y compris les modifications aux dispositions transitoires ratifiées par l'ICCA le 15 décembre 2006 sous la forme d'un avis du Conseil), 1530 «Résultat étendu» et 3251 «Capitaux propres» du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*.

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de négociation, désignés à la juste valeur, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. Il n'est plus possible de classer les actifs financiers à titre de valeurs du compte de placement en vertu des nouvelles règles. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts, des créances et des placements classés comme devant être détenus jusqu'à leur échéance, et les titres disponibles à la vente qui n'ont pas de cours sur un marché actif.

Les justes valeurs sont fondées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Sinon, elles sont estimées à partir de plusieurs techniques et modèles d'évaluation.

Les frais d'opération liés aux valeurs du compte de négociation sont passés en charges dès qu'ils sont engagés. Les frais d'opération liés aux valeurs disponibles à la vente ou détenues jusqu'à leur échéance ou à des prêts et créances sont habituellement capitalisés et ensuite amortis sur la durée prévue de l'instrument, selon la méthode du taux effectif.

La comptabilisation à la date de règlement continue de s'appliquer dans tous les cas, à l'exception des variations de la juste valeur entre la date de l'opération et la date de règlement qui sont portées aux résultats pour les valeurs du compte de négociation et les valeurs désignées à la juste valeur, tandis que les variations de la juste valeur entre la date de l'opération et la date de règlement sont portées dans les autres éléments du résultat étendu pour les valeurs disponibles à la vente.

Classement des instruments financiers

Les actifs financiers *détenus à des fins de négociation* sont des valeurs achetées en vue de leur revente généralement à court terme. Les passifs financiers détenus à des fins de négociation sont des engagements liés à des valeurs vendues à découvert. Ils sont mesurés à leur juste valeur à la date du bilan. Les gains et les pertes réalisés sur cessions, et les gains et les pertes latents découlant de fluctuations de la valeur marchande sont toujours constatés dans le revenu de négociation. Les dividendes et l'intérêt gagnés ainsi que l'intérêt engagé sont inscrits respectivement dans le revenu d'intérêts et les frais d'intérêts.

Les actifs et passifs financiers *désignés à la juste valeur* sont ceux qu'une entité désigne, à leur constatation initiale, comme des instruments qui seront évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées dans l'état des résultats consolidé. Ils sont comptabilisés de la même manière que des actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation. Des restrictions réglementaires sont imposées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) quant à l'utilisation de cette désignation, notamment que les positions liées aux actifs de détail ne puissent être ainsi désignées et que les instruments financiers désignés à la juste valeur soient gérés selon leur juste valeur. Des justes valeurs fiables sont exigées.

Les actifs financiers *détenus jusqu'à leur échéance* sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, autres que des prêts et des créances, qu'une entité a l'intention bien arrêtée et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ces actifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement. Nous n'avons désigné aucun actif financier comme détenu jusqu'à l'échéance.

Les actifs financiers *disponibles à la vente* sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente, ou qui n'ont pas été inclus dans les prêts et créances, les placements détenus jusqu'à leur échéance ou les valeurs détenues à des fins de négociation, ou alors désignées à la juste valeur. Les valeurs faisant partie de cette catégorie comprennent les titres d'emprunt et de participation, notamment les placements sur lesquels nous n'exerçons pas une influence notable. Sauf dans le cas de titres qui n'ont pas de cours sur un marché actif, les valeurs disponibles à la vente sont comptabilisées à la juste valeur, les gains et pertes latents étant portés dans le cumul

des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'elles subissent une perte de valeur durable, auquel cas le gain cumulé ou la perte cumulée est reclassé dans l'état des résultats consolidé. Les titres qui n'ont pas de cours sur un marché actif sont comptabilisés au coût. Les gains et pertes réalisés sur vente, calculés selon la méthode du coût moyen, et les moins-values visant à tenir compte des baisses de valeur durables sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts. Les revenus de dividendes et d'intérêts tirés de ces valeurs sont inclus dans le revenu d'intérêts.

Les **prêts et créances** sont toujours comptabilisés au coût après amortissement.

Les **passifs financiers** sont comptabilisés au coût après amortissement et comprennent tous les passifs, autres que des dérivés, les engagements liés à des valeurs vendues à découvert et les passifs pour lesquels l'option de la juste valeur a été appliquée.

Les **dérivés** sont toujours comptabilisés à la juste valeur et figurent à l'actif s'ils ont une juste valeur positive et au passif s'ils ont une juste valeur négative, dans les deux cas à titre d'instruments dérivés à la valeur marchande. Les dérivés peuvent être intégrés à d'autres instruments financiers. Selon les nouvelles normes, les dérivés intégrés à d'autres instruments financiers sont évalués à titre de dérivés distincts lorsque leurs caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement rattachés au contrat hôte; les caractéristiques du dérivé intégré sont les mêmes que celles d'un dérivé autonome, et le contrat dans son ensemble n'est pas détenu à des fins de négociation ni désigné à la juste valeur. Les dérivés intégrés sont classés dans l'instrument hôte et évalués à la juste valeur, les variations de juste valeur étant constatées dans l'état des résultats consolidé. Nous avons choisi d'appliquer ce traitement comptable à tous les contrats hôtes au 1^{er} novembre 2006.

Titres

Le cumul des autres éléments du résultat étendu est présenté dans le bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et des taxes) et comprend les gains et les pertes nets latents sur les valeurs disponibles à la vente, les gains et les pertes sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et les pertes de change latents sur placements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite des gains ou pertes des couvertures connexes.

Comptabilité de couverture

Dans le cas où des dérivés sont détenus à des fins de gestion des risques et lorsque des opérations répondent aux critères prévus au chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, nous appliquons la comptabilité de couverture de juste valeur, la comptabilité de couverture de flux de trésorerie ou la comptabilité de couvertures des placements nets dans des établissements étrangers autonomes, selon le cas, aux opérations de couverture de risque. Si la comptabilité de couverture n'est pas appliquée, toute variation à la juste valeur d'un dérivé doit être portée en résultat, y compris

les instruments détenus à des fins de couverture économique, comme les swaps position vendeur qui ne répondent pas aux exigences de la comptabilité de couverture.

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée et documentée en bonne et due forme lors de sa mise en place, en conformité avec le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*, et doit définir l'objectif et la stratégie propres à la gestion du risque particulier faisant l'objet de la couverture, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie spécifiques couverts ainsi que la mesure de l'efficacité de la couverture.

Nous étayons notre évaluation de l'efficacité des dérivés utilisés dans le cadre d'opérations de couverture destinées à compenser les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts tant lors de la mise en place de la couverture que pendant toute sa durée. Il y a inefficacité dans la mesure où les variations de la juste valeur du dérivé de couverture diffèrent des variations de la juste valeur du risque couvert au sein de l'élément couvert, ou lorsque la variation cumulée de la juste valeur d'un dérivé de couverture diffère de la variation cumulée de la juste valeur des flux de trésorerie futurs attendus sur l'élément couvert. L'efficacité exige une corrélation étroite entre les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie. Le montant de l'inefficacité, sous réserve qu'il ne soit pas si important qu'il rende impossible la comptabilité de couverture à l'égard de la totalité de la couverture, est constaté en résultat.

La variation de la juste valeur de dérivés non désignés à des fins de comptabilité de couverture, mais ayant été utilisés pour couvrir, sur le plan économique, un actif ou un passif financier désigné à la juste valeur, figure au revenu tiré des instruments financiers désignés à la juste valeur et des couvertures économiques connexes. La variation de la juste valeur des autres dérivés non désignés à des fins de comptabilité de couvertures, mais ayant été utilisés à d'autres fins de couverture sur le plan économique, figure soit dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation, soit dans divers revenus autres que d'intérêts. La variation de la juste valeur de tout autre dérivé de négociation figure dans le revenu de négociation.

Couvertures de juste valeur

Nous désignons des couvertures de juste valeur dans le cadre des stratégies de gestion du risque de taux d'intérêt qui utilisent des dérivés pour couvrir les variations de la juste valeur d'instruments financiers à taux fixes. Ces dérivés atténuent l'incidence sur les résultats de variations dans les taux d'intérêt en modifiant le taux de référence de l'élément couvert, donnant lieu à des rajustements du revenu net d'intérêts, contrebalancés par les variations de la juste valeur du dérivé de couverture, aussi constatées dans le revenu net d'intérêts. Ainsi, toute inefficacité dans la couverture, soit l'écart entre la variation de la juste valeur du dérivé de couverture et la variation de la juste valeur de l'élément couvert due à une modification du taux

de référence, est également constatée dans le revenu net d'intérêts.

Nous désignons aussi des couvertures de juste valeur dans le cadre des stratégies de gestion du risque de change qui utilisent des dérivés ainsi que d'autres instruments financiers pour couvrir les variations de la juste valeur d'instruments financiers libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle. Ces dérivés atténuent l'incidence sur les résultats de variations dans les taux de change en modifiant le taux de référence de l'élément couvert, ce qui donne lieu à des imputations au revenu tiré des opérations de change autres que de négociation, contrebalancées par les variations de juste valeur de l'instrument financier de couverture, aussi constatées dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation. Ainsi, toute inefficacité de couverture est également constatée dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation.

En l'absence de modifications du taux de référence issues de ces dérivés, seule la variation de la juste valeur des instruments de couverture sera constatée dans les résultats.

La modification du taux de référence influant sur les résultats correspond au gain ou à la perte de l'élément couvert lié au risque couvert. Si l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, la relation de couverture prend fin et le montant comptabilisé au titre de la modification du taux de référence de l'élément couvert est amorti sur la durée résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est sorti du bilan, ce montant est immédiatement constaté dans les résultats.

Dès l'adoption des nouvelles normes, nous avons étayé à nouveau diverses relations de couverture de juste valeur, en vertu desquelles certains soldes de couverture reportés ont donné lieu à des rajustements de l'élément couvert en raison de la modification du taux de référence. L'inefficacité cumulée correspondant à ces couvertures a été constatée dans les bénéfices non répartis, de même que les soldes de couverture reportés ayant trait à des relations de couverture actuelles et passées non poursuivies ou qui ne répondraient pas à la condition d'efficacité selon les nouvelles règles.

Couvertures de flux de trésorerie

Nous désignons des couvertures de flux de trésorerie dans le cadre des stratégies de gestion des risques qui utilisent des dérivés ainsi que d'autres instruments financiers pour atténuer notre risque de variation des flux de trésorerie en constituant une couverture à l'égard des flux de trésorerie prévues en devise et en convertissant certains instruments financiers à taux variable en instruments financiers à taux fixe.

La partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours d'exercices futurs, date à laquelle le montant qui figurait dans le cumul des

autres éléments du résultat étendu sera reclassé dans les résultats. La partie inefficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est constatée soit dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation, soit dans le revenu net d'intérêts. Si l'instrument de couverture vient à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, ou si la couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, la relation de couverture prend fin et tout montant résiduel dans le cumul des autres éléments du résultat étendu y reste, et sera éventuellement constaté dans les résultats lorsque l'opération prévue faisant l'objet de la couverture sera constatée dans les résultats. Lorsque la réalisation de l'opération prévue n'est plus probable, le gain cumulé ou la perte cumulée ayant été présenté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est immédiatement reclassé dans les résultats.

Dès l'adoption des nouvelles normes, nous avons étayé à nouveau diverses relations de couverture de flux de trésorerie, en vertu desquelles des soldes de couverture reportés ont été inclus à titre de rajustement du cumul des autres éléments du résultat étendu. L'inefficacité cumulée correspondant à ces couvertures a été constatée dans les bénéfices non répartis, de même que les soldes de couverture reportés ayant trait à des relations de couverture actuelles et passées non poursuivies ou qui ne répondent pas à la condition d'efficacité selon les nouvelles règles.

Couvertures de placements nets dans des établissements étrangers autonomes

Nous désignons des couvertures de placement net dans un établissement étranger pour protéger notre placement dans les établissements étrangers autonomes contre les fluctuations défavorables des taux de change.

Ces couvertures sont comptabilisées de façon similaire aux couvertures de flux de trésorerie, où la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés faisant l'objet de la couverture est incluse dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que survienne une réduction du placement net, date à laquelle tout gain ou toute perte dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est constaté dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation. La tranche inefficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est constatée dans le revenu tiré des opérations de change autres que de négociation.

Ajustement transitoire

Tel qu'il est exigé, ces normes ont donné lieu à des ajustements aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis et du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les soldes des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

L'adoption de ces normes au 1^{er} novembre 2006 a eu les répercussions suivantes :

En millions de dollars	Au 31 oct. 2006	Ajustement à l'adoption des nouvelles normes	Au 1 ^{er} nov. 2006
ACTIF			
Valeurs mobilières			
Compte de placement	21 167 \$	(21 167) \$	- \$
Disponibles à la vente	-	16 006	16 006
Compte de négociation	62 331	(552)	61 779
Désignées à la juste valeur	-	6 340	6 340
	83 498	627	84 125
Prêts	145 625	136	145 761
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 122	1 585	18 707
Autres actifs	10 957	(1 701)	9 256
Incidence sur le total de l'actif	257 202 \$	647 \$	257 849 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts	202 891 \$	(44) \$	202 847 \$
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 330	1 565	18 895
Autres passifs	14 716	(947)	13 769
Incidence sur le total du passif	234 937	574	235 511
Capitaux propres			
Écart de conversion	(442)	442	-
Bénéfices non répartis	7 268	(50)	7 218
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Écart de conversion	-	(442)	(442)
Gains latents (pertes latentes) sur valeurs disponibles à la vente	-	(29)	(29)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie	-	152	152
Incidence sur les capitaux propres	6 826	73	6 899
Incidence sur le passif et les capitaux propres	241 763 \$	647 \$	242 410 \$

Le montant de 16 006 M\$ d'actifs financiers classés comme disponibles à la vente comprenait des montants de respectivement 15 429 M\$ (15 391 M\$ à la juste valeur) et de 615 M\$ (615 M\$ à la juste valeur) d'actifs financiers préalablement classés à titre de valeurs du compte de placement et d'autres actifs. Le montant de 6 340 M\$ d'actifs financiers classés comme titres désignés à la juste valeur comprenait des montants de respectivement 5 738 M\$ (5 799 M\$ à la juste valeur) et de 541 M\$ (541 M\$ à la juste valeur) d'actifs financiers préalablement classés à titre de valeurs du compte de placement et des valeurs du compte de négociation.

2. Acquisition

Le 22 décembre 2006, nous avons obtenu le contrôle de FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean) en faisant l'acquisition de 90 % de la participation de Barclay's Bank PLC's (Barclays) dans FirstCaribbean, ce qui constitue une participation additionnelle de 39,3 %. Par suite de cette opération, nous détenons au 31 janvier 2007 environ 83,0 % des actions ordinaires de FirstCaribbean, les autres actions ordinaires étant détenues par Barclays et par d'autres actionnaires minoritaires. Les actions ordinaires ont été acquises à 1,62 \$ US l'action, plus des dividendes à recevoir, pour une contrepartie en espèces totale de 989 M\$ US (1 153 M\$ CA), payée à Barclays. En outre, nous avons engagé des frais d'opération, déduction faite des impôts et des taxes, de 7 M\$ US (8 M\$ CA). Le

2 février 2007, après la clôture du trimestre, dans le cadre d'une offre publique de rachat au même prix visant le reste des actions ordinaires détenues par Barclays et les autres actionnaires minoritaires, nous avons acquis une participation additionnelle de 8,5 % dans FirstCaribbean pour une contrepartie supplémentaire en espèces de 212 M\$ US (250 M\$ CA), ce qui a porté notre participation totale à 91,5 %.

L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats d'exploitation de FirstCaribbean ont été inclus dans ceux du secteur d'activité stratégique Marchés de détail CIBC dans les états financiers consolidés à compter du 22 décembre 2006. Avant cette date, nous avons comptabilisé notre participation de 43,7 % dans FirstCaribbean à la valeur de consolidation.

Le détail de la contrepartie totale versée et de la juste valeur de l'actif net acquis en vertu de la première étape de l'acquisition de 39,3 % se présente comme suit :

En millions de dollars	
Contrepartie globale	
Contrepartie de l'acquisition (versée en espèces)	1 153 \$
Coûts de l'opération, déduction faite des impôts	8
Valeur comptable du placement en actions dans FirstCaribbean avant l'acquisition	840
	2 001 \$
Juste valeur de l'actif acquis	
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	3 107 \$
Valeurs mobilières	3 934
Prêts	6 667
Écart d'acquisition	958
Autres actifs incorporels	267
Autres actifs	876
Total de l'actif acquis	15 809
Dépôts	10 921
Autres passifs	2 386
Titres secondaires	232
Participation sans contrôle	269
Total du passif pris en charge	13 808
Actif net acquis	2 001 \$

Il est possible que l'écart d'acquisition soit ajusté au cours de l'exercice 2007, dans le cadre de la répartition définitive du prix d'achat aux actifs acquis et aux passifs pris en charges de FirstCaribbean.

Les actifs incorporels acquis comprennent des actifs incorporels au titre des dépôts de base et de la dénomination sociale de FirstCaribbean, respectivement évalués à 248 M\$ et 19 M\$. L'actif incorporel au titre des dépôts de base fera l'objet d'un amortissement de 12 % par année, selon la méthode de l'amortissement décroissant à taux constant, alors que la dénomination sociale, dont la durée de vie est indéfinie, n'est pas assujettie à l'amortissement.

3. Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le	31 janvier 2007			31 octobre 2006			31 janvier 2006		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	544 \$	900 \$	1 444 \$	632 \$	950 \$	1 582 \$	663 \$	975 \$	1 638 \$
Dotations à la (reprise de la) provision pour pertes sur créances	143	-	143	131	(39)	92	166	-	166
Radiations	(224)	-	(224)	(252)	-	(252)	(208)	-	(208)
Recouvrements	53	-	53	22	-	22	23	-	23
Transfert de la provision générale vers la provision spécifique ¹	3	(3)	-	11	(11)	-	-	-	-
Divers ²	117	23	140	-	-	-	3	-	3
Solde à la fin de la période	636 \$	920 \$	1 556 \$	544 \$	900 \$	1 444 \$	647 \$	975 \$	1 622 \$
Composé de ce qui suit :									
Prêts	634 \$	920 \$	1 554 \$	542 \$	900 \$	1 442 \$	645 \$	975 \$	1 620 \$
Lettres de crédit ³	2	-	2	2	-	2	2	-	2

1) Se rapporte au portefeuille des prêts étudiants.

2) Comprend 117 M\$ au titre de la provision spécifique et 23 M\$ au titre de la provision générale en raison de l'acquisition de FirstCaribbean au cours du trimestre considéré.

3) Comprises dans les autres passifs.

4. Titrisations

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Cartes
Titrisés	3 850 \$	1 906 \$ ¹	2 785 \$	272 \$
Vendus ²	2 549	1 965 ¹	1 765	272
Produit net au comptant	2 537	1 953	1 754	272
Droits conservés ³	33	33	31	23
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	10	6	8	1
Hypothèses sur les droits conservés :				
Taux de remboursement anticipé/de remboursement ⁴	11,0 – 39,0 %	11,0 – 39,0 %	12,0 – 39,0 %	43,5 %
Taux d'actualisation	4,1 – 4,3 %	4,1 – 4,6 %	3,5 – 4,2 %	9,0 %
Pertes sur créances prévues	0,0 – 0,1 %	0,0 – 0,1 %	- %	3,6 %

1) Comprend 92 M\$ au titre de prêts hypothécaires titrisés à taux fixe non garantis dans une structure d'accueil admissible.

2) Les actifs qui ne sont pas sortis du bilan sont constatés à titre de valeurs désignées à la juste valeur (valeurs du compte de placement en 2006) dans le bilan consolidé.

3) Les droits conservés découlant de la titrisation figurent comme valeurs disponibles à la vente (valeurs du compte de placement en 2006) dans le bilan consolidé.

4) Taux de remboursement anticipé annuel pour les prêts hypothécaires à l'habitation et taux de remboursement mensuel pour les cartes de crédit.

5. Opérations importantes de gestion du capital

Le 15 novembre 2006, nous avons émis 18 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 31, à dividende non cumulatif, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un montant total de 450 M\$.

Le 31 janvier 2007, nous avons racheté l'ensemble des 16 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 24, à dividende non cumulatif en circulation, à un prix de 26,00 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 416 M\$.

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,9 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 50 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

Après la fin du trimestre, soit le 14 février 2007, 12 millions d'actions privilégiées de catégorie A, série 32, à dividende non cumulatif, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, ont été émises pour une contrepartie totale de 300 M\$.

Approbation des organismes de réglementation pour le versement de dividendes

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79 de la Loi sur les banques du Canada, afin de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2007.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF afin de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 30 avril 2007.

6. Cumul des autres éléments du résultat étendu (déduction faite des impôts)

en millions de dollars, au	31 janvier 2007
Écart de conversion	(240)
Pertes latentes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(100) ¹
Gains sur couvertures de flux de trésorerie, montant net	196 ²
Total	(144)

1) Comprend une perte cumulée de 239 M\$ liée à des titres disponibles à la vente évalués à la juste valeur.

2) Un gain net de 32 M\$, reporté dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, au 31 janvier 2007, devrait être reclassé en résultat net au cours des 12 prochains mois. Les montants résiduels seront reclassés en résultat net sur des périodes maximales de 13 ans par la suite.

7. Juste valeur des instruments dérivés

En millions de dollars, au	31 janv. 2007	
	Actif	Passif
Compte de négociation	16 282 \$	15 815 \$
Couvertures comptables désignées (note 12)	687	245
Couvertures économiques ¹		
Actifs et passifs financiers de couverture économique désignés à la juste valeur	139	322
Autres couvertures économiques	557	312
	17 665 \$	16 694 \$

1) Comprend des dérivés qui ne sont pas des relations de couverture admissibles aux fins comptables selon le chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*.

8. Instruments financiers de négociation

Les tableaux suivants présentent l'actif et le passif ainsi que le revenu associés aux instruments financiers de négociation. Le revenu net d'intérêts provient des intérêts et des dividendes liés aux actifs et aux passifs de négociation, autres que des dérivés, déduction faite des frais d'intérêts et du revenu d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs. Le revenu autre que d'intérêts

englobe les gains ou les pertes latents sur les positions en valeurs mobilières détenues, et les gains et les pertes réalisés à l'achat et à la vente de valeurs mobilières. Le revenu autre que d'intérêts comprend également tous les revenus tirés des instruments dérivés de négociation.

	31 janv.	31 oct.
En millions de dollars, au	2007	2006
Actifs de négociation		
Valeurs mobilières		
Titres d'emprunt	33 269 \$	28 493 \$
Titres de participation	34 844	33 838
Prêts		
Entreprises et gouvernements	s.o.	3 641
Instruments dérivés	16 282	16 805
	84 395 \$	82 777 \$
Passifs de négociation		
Engagements liés à des valeurs		
vendues à découvert	13 491 \$	12 716 \$
Instruments dérivés	15 815	16 891
	29 306 \$	29 607 \$
s.o.	Sans objet	

	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv.	31 oct.	31 janv.
En millions de dollars	2007	2006	2006
Composition du revenu de négociation :			
Intérêts créditeurs	729 \$	740 \$	576 \$
Intérêts débiteurs	920	861	640
Intérêts débiteurs, montant net	(191)	(121)	(64)
Revenu autre que d'intérêts	375	285	262
	184 \$	164 \$	198 \$
Composition du revenu par gamme de produits :			
Taux d'intérêt	65 \$	34 \$	66 \$
Change	44	39	39
Actions	43	17	23
Marchandises	6	10	7
Divers	26	64 ¹	63 ¹
	184 \$	164 \$	198 \$

1) Comprend principalement des activités de négociation de prêts.

9. Instruments financiers désignés à la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent ce qui suit :

- Des prêts immobiliers commerciaux à taux fixes, des valeurs liées à l'immobilier et des prêts détenus pour couvrir des swaps structurés sur rendement total, de même que certains prêts couverts au moyen de dérivés de crédit sont désignés à la juste valeur en vue de réduire de façon importante les écarts d'évaluation qui résulteraient si les dérivés connexes étaient traités à titre d'instruments de négociation et évalués à la valeur du marché et si les instruments financiers

connexes étaient comptabilisés au coût après amortissement.

- Des prêts négociés sur le marché secondaire sont désignés à la juste valeur afin de faire correspondre la comptabilisation et les aspects économiques du portefeuille. Ces instruments financiers sont gérés à titre de prêts du compte de négociation suivant une stratégie de négociation étayée en vertu de laquelle les positions sont destinées à être vendues dans les six mois.
- Certains actifs financiers, notamment des titres adossés à des créances immobilières, des obligations et des bons du Trésor du gouvernement du Canada, des titres de créance, de même que des passif-dépôts à taux fixes sont désignés à la juste valeur en vue de réduire de façon importante les écarts d'évaluation qui résulteraient si les dérivés de couverture connexes, par exemple des swaps de taux d'intérêt, des swaps position vendeur et tout autre swap d'actif, étaient traités à titre d'instruments de négociation et évalués à la valeur du marché et si l'actif financier sous-jacent était comptabilisé au coût après amortissement

Les tableaux ci-dessous présentent l'actif et le passif désignés à la juste valeur, le revenu tiré de ces instruments financiers et le revenu et les pertes sur les dérivés utilisés pour couvrir les instruments financiers sur le plan économique. Le revenu net d'intérêts provient des intérêts et des dividendes liés aux actifs et aux passifs désignés à la juste valeur, déduction faite des frais d'intérêts et du revenu d'intérêts liés au financement de ces actifs et passifs. Le revenu autre que d'intérêts comprend les gains et pertes latents sur les actifs et les passifs désignés à la juste valeur ainsi que tous les revenus tirés des instruments dérivés détenus pour couvrir ces instruments financiers sur le plan économique.

	31 janv.
En millions de dollars, au	2007
Actifs désignés à la juste valeur	
Valeurs mobilières	
Titres d'emprunt	6 969 \$
Prêts	
Entreprises et gouvernements	4 347
	11 316 \$
Passifs désignés à la juste valeur	
Dépôts	
Entreprises et gouvernements	4 318
	4 318 \$

	31 janv.
En millions de dollars, pour les trois mois terminés le	2007
Intérêts créditeurs	153 \$
Intérêts débiteurs	150
Revenu net d'intérêts	3
Revenu autre que d'intérêts	
Instruments financiers à la juste valeur	(11)
Couvertures économiques ¹	54
	43
Total	46 \$

1) Comprend les instruments dérivés détenus pour couvrir de façon économique les instruments financiers désignés à la juste valeur.

Dépôts désignés à la juste valeur

Au 31 janvier 2007, la valeur comptable des dépôts désignés à la juste valeur était de 3 M\$, soit une valeur moindre que si les dépôts avaient été comptabilisés selon leur coût après amortissement.

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2007, la perte nette cumulée attribuable aux changements apportés au risque de crédit de la CIBC pour les dépôts désignés à la juste valeur a été négligeable.

10. Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Charge au titre des régimes à prestations déterminées			
Régimes de retraite	48 \$	59 \$	50 \$
Autres régimes de retraite	8	28	19
	56 \$	87 \$	69 \$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées			
Régimes de retraite de la CIBC	4 \$	3 \$	3 \$
Régimes de retraite d'État ¹	22	13	21
	26 \$	16 \$	24 \$

1) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et Federal Insurance Contributions Act des É.-U.

11. Bénéfice par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le		
	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 janv. 2006
Résultat de base par action			
Bénéfice net	770 \$	819 \$	580 \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(54)	(33)	(33)
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	716 \$	786 \$	547 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	336 486	335 522	334 357
Bénéfice de base par action	2,13 \$	2,34 \$	1,64 \$
Résultat dilué par action			
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	716 \$	786 \$	547 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	336 486	335 522	334 357
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	3 456	3 215	3 347
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	339 942	338 737	337 704
Bénéfice dilué par action	2,11 \$	2,32 \$	1,62 \$

1) Ne tiennent pas compte du nombre moyen de 3 249 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 98,30 \$ et du nombre moyen de 14 610 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 84,69 \$, respectivement, pour les trois mois terminés les 31 janvier 2007 et 31 octobre 2006, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

12. Couvertures désignées aux fins comptables

Une perte d'environ 2 M\$ liée à l'inefficacité nette a été incluse dans l'état des résultats consolidé du trimestre, découlant des activités de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie et de placements nets dans des établissements étrangers. La tranche des gains (pertes) sur dérivés ayant été exclue de l'évaluation quant à l'efficacité des couvertures de juste valeur et de flux de trésorerie figure dans l'état des résultats consolidé et est négligeable pour le trimestre.

Les montants nominaux de référence et la valeur comptable des instruments dérivés de couverture figurent dans le tableau ci-après.

En millions de dollars, au	31 janv. 2007		
	Dérivés Valeur nominale	Valeur comptable	
		Positive	Négative
Couvertures de juste valeur	66 371 \$	317 \$	228 \$
Couvertures de flux de trésorerie	5 142	370	11
Couvertures de placement net dans des établissements étrangers	5 046	-	6
	76 559 \$	687 \$	245 \$

De plus, des montants de 432 M\$ et de 17 067 M\$ de passif-dépôts libellés en monnaie étrangère ont été désignés respectivement à titre de couvertures de juste valeur relatives au risque de change et de risque lié à un placement net dans des établissements étrangers autonomes.

13. Garanties

En millions de dollars, au	31 janv. 2007	31 oct. 2006
	Païement maximum futur éventuel	Païement maximum futur éventuel
	Prêts de valeurs avec indemnisation ¹	37 885 \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	6 660	6 094
Options vendues à titre de dérivés de crédit	75 353	59 769
Autres contrats de dérivés	2	2
Autres contrats d'indemnisation	2	2

1) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de titres mondiaux CIBC Mellon (STM), coentreprise à parts égales entre la CIBC et Mellon Financial Corporation.

2) Pour plus de précisions, se reporter à la page 120 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.

Au 31 janvier 2007, nous avons un passif de 59 M\$ (43 M\$ au 31 octobre 2006) comptabilisé au bilan consolidé relativement aux garanties susmentionnées (à l'exclusion des autres contrats de dérivés). En ce qui a trait aux autres contrats de dérivés, nous avons un passif de 3,6 G\$ au 31 janvier 2007 (5,4 G\$ au 31 octobre 2006) au bilan consolidé. Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 48,9 G\$ (48,9 G\$ au 31 octobre 2006).

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance, Conformité, Affaires juridiques et réglementation, et Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Tel qu'il est indiqué à la note 2, les résultats de FirstCaribbean sont compris dans le secteur d'activité stratégique Marchés de détail CIBC depuis le 22 décembre 2006.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés	Marchés	Siège social	Total
		de détail CIBC	mondiaux CIBC	et autres	CIBC
31 janv. 2007	Revenu net d'intérêts	1 101 \$	(124) \$	82 \$	1 059 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 105	851	76	2 032
	Revenu intersectoriel¹	(55)	57	(2)	-
	Total des revenus	2 151	784	156	3 091
	Dotation à la provision pour (reprise de) pertes sur créances	153	(10)	-	143
	Amortissement²	20	5	33	58
	Frais autres que d'intérêts	1 268	546	71	1 885
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	710	243	52	1 005
	Charge d'impôts	176	33	22	231
	Participations sans contrôle	4	-	-	4
	Bénéfice net	530 \$	210 \$	30 \$	770 \$
	Actif moyen³	204 984 \$	110 594 \$	544 \$	316 122 \$
31 oct. 2006	Revenu net d'intérêts	1 109 \$	(54) \$	75 \$	1 130 \$
	Revenu autre que d'intérêts	990	697	73	1 760
	Revenu intersectoriel ¹	(53)	54	(1)	-
	Total des revenus	2 046	697	147	2 890
	Dotation à la provision pour (reprise de) pertes sur créances	132	(1)	(39)	92
	Amortissement ²	19	5	35	59
	Frais autres que d'intérêts	1 236	480	117	1 833
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	659	213	34	906
	Charge (économie) d'impôts	158	(5)	(66)	87
	Bénéfice net	501 \$	218 \$	100 \$	819 \$
	Actif moyen ³	193 189 \$	106 020 \$	304 \$	299 513 \$
31 janv. 2006	Bénéfice net d'intérêts	1 124 \$	(24) \$	48 \$	1 148 \$
	Revenu autre que d'intérêts	1 000	646	64	1 710
	Revenu intersectoriel ¹	(56)	57	(1)	-
	Total des revenus	2 068	679	111	2 858
	Dotation à la provision pour (reprise de) pertes sur créances	180	(15)	1	166
	Amortissement ²	22	5	34	61
	Frais autres que d'intérêts	1 223	528	65	1 816
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	643	161	11	815
	Charge d'impôts	205	32	1	238
	participations sans contrôle	-	1	(4)	(3)
	Bénéfice net	438 \$	128 \$	14 \$	580 \$
	Actif moyen ³	184 548 \$	100 490 \$	641 \$	285 679 \$

1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.

15. Modifications futures de conventions comptables

Baux adossés

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change or Projected Change in the

Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le SFAS 13, dont certains aspects sont intégrés à l'abrégé 46 du CPN de l'ICCA. Le FSP entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2007.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 130 de la Reddition de comptes annuelle de 2006.